

LE MARXISTE-LENINISTE

JOURNAL DU GROUPE POUR LA FONDATION DE
L'UNION DES COMMUNISTES DE FRANCE m.-l.

MAI 1975

N° 7

2 FRANCS

sommaire

- GUERRE ET PAIX, INDEPENDANCE NATIONALE REVOLUTION
- LES PEUPLES ET L'ARME ATOMIQUE
- LA TRADITION POPULAIRE CONTRE L'IMPERIALISME AMERICAIN
- L'U.R.S.S. : ETAT CAPITALISTE ET IMPERIALISTE
- LA FRANCE : ETAT COLONIALISTE ET IMPERIALISTE
- LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA CHINE

GUERRE ET REVOLUTION dans le monde aujourd'hui

Editorial

1) Aujourd'hui dans le monde, la question de la guerre est à l'ordre du jour.

Comme l'a dit Mao Tsé-toung, « ou bien la révolution conjurera la guerre, ou bien la guerre provoquera la révolution ».

En ce qui nous concerne, nous préparons la révolution prolétarienne en France (1). Mais en même temps, nous devons avoir un point de vue ferme sur la question de la guerre.

2) La guerre existe déjà, ou menace, dans de nombreuses parties du monde. Guerres justes, guerres injustes.

3) Guerres justes :

La guerre de libération nationale des peuples qui ont pris les armes pour en finir avec le colonialisme, l'impérialisme et le néo-colonialisme. Suivant l'exemple glorieux du peuple vietnamien, les peuples du monde, comptant principalement sur leurs propres forces ont entrepris de conquérir par les armes leur indépendance nationale et leur liberté.

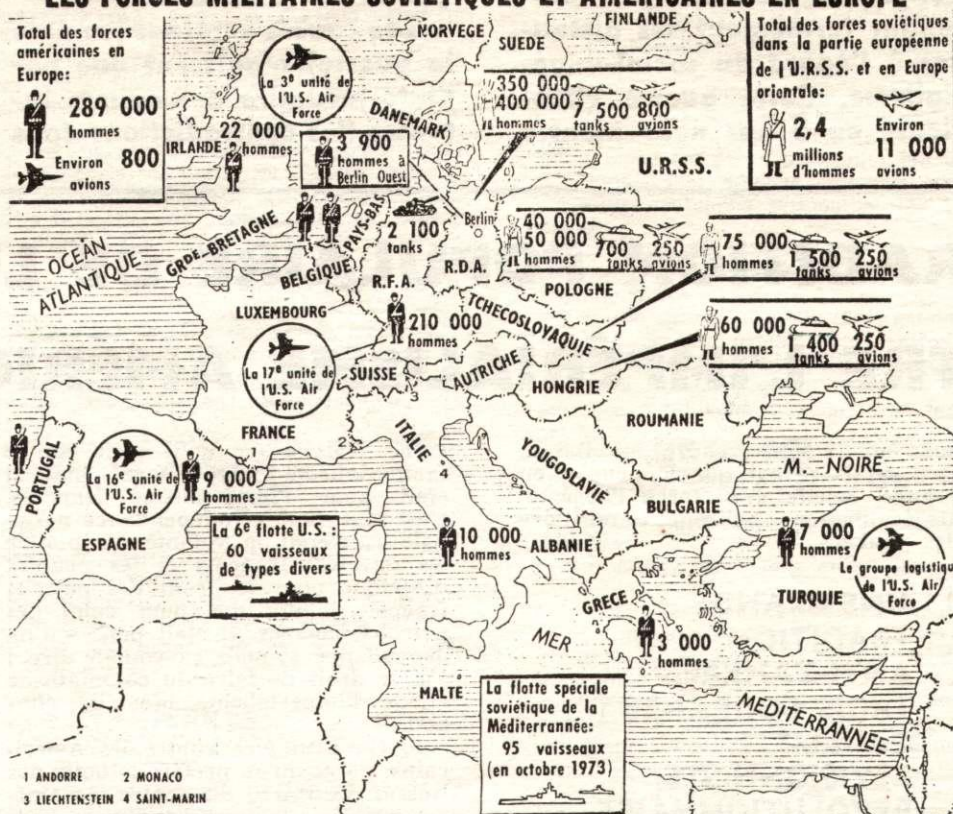
La domination social-impérialiste et militaire de certains pays d'Europe de l'Est, en particulier la Tchécoslovaquie, n'aura qu'un temps. Là aussi, les peuples se lèveront et dresseront haut l'étendard de leur libération nationale par la lutte armée.

4) Guerres injustes :

« L'impérialisme, c'est la guerre » : cette thèse de Lénine est-plus actuelle que ja-

mais. L'impérialisme U.S. et le social-impérialisme soviétique ont entrepris, à l'appui de leur politique d'agression et d'hégémonie mondiale, une folle course aux armements classiques et nucléaires. Ils se préparent ouvertement à la guerre entre eux. Cette guerre est inéluctable. Son enjeu sera

LES FORCES MILITAIRES SOVIETIQUES ET AMERICAINES EN EUROPE



moins basé sur la domination économique (exportation de capitaux); et plus sur la menace et la vente d'armements. La restauration du capitalisme en U.R.S.S. va de pair avec une formidable militarisation de l'économie, et la production en quantités incroyables de matériel militaire. C'est en ce sens que l'U.R.S.S. peut être dite principal fauteur de guerre : parce qu'il est l'impérialisme le plus jeune, moins démasqué par les peuples du monde que l'impérialisme américain et que son mode d'expansion et de pénétration passe principalement par la vente d'armements et la guerre.

Mais ceci ne change rien à la nature contre-révolutionnaire, agressive et criminelle de l'impérialisme américain qui continue de fomentier troubles, complots, agressions, contre les peuples du monde partout où il le peut encore.

Face aux menaces de guerre, qui s'amoncellent sur l'Europe, la classe ouvrière et le peuple de France n'ont pas à prendre parti pour l'une ou l'autre des deux superpuissances. Choisir l'un ou l'autre de ces camps, c'est aller au devant de grands désastres pour le peuple de France.

9) Se ranger dans le camp des Etats-Unis (ce que font Giscard et la bourgeoisie monopoliste) ou se ranger dans le camp de l'U.R.S.S. (c'est le choix du P.C.F.), est bien le signe de l'incapacité des forces bourgeoises et révisionnistes d'être les défenseurs de l'indépendance nationale face aux affrontements historiques qui se préparent.

La bourgeoisie française a une longue tradition de vendre son pays par peur de la

révolution prolétarienne : c'est le gouvernement bourgeois qui préfère livrer Paris aux Prussiens que d'armer le peuple (1870). C'est Thiers qui fait alliance avec l'armée prussienne pour écraser la Commune de Paris. C'est Pétain, encore tout tremblant du Front Populaire, qui livre la France aux nazis pour maintenir l'ordre.

10) Il est de la nature de toutes les fractions de la bourgeoisie de se subordonner à l'une ou l'autre des deux superpuissances. En effet, ils sont tous des défenseurs de l'Etat impérialiste français, décadent, secondaire (déjà grandement affaibli par les luttes de libération — cf. article impérialisme français) qui ne peut participer au pillage que sous la protection de l'une ou l'autre superpuissance. Bourgeoisie et révisionnistes, en tant que défenseurs de l'impérialisme français, sont donc par nature partisans de la subordination de notre pays et de notre défense, de notre dépendance à l'une ou l'autre des superpuissances.

Il n'y a de réelle politique de défense nationale que liée au principe de compter avant tout sur ses propres forces et de ne pas dépendre de l'étranger. Une telle politique n'est possible que par un processus révolutionnaire, et sous direction du prolétariat.

11) Compter sur ses propres forces, c'est la preuve éclatante et l'enseignement que vient de donner le peuple cambodgien, en abattant la clique de Lon Nol soutenu par l'impérialisme U.S., tout en maintenant fermement ses distances à l'égard du social-impérialisme. Cette guerre victorieuse en 5 ans nous montre

que la division des 2 superpuissances est une bonne chose pour les peuples du monde.

UNE TELLE POLITIQUE N'EST POSSIBLE QUE PAR UN PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE ET SOUS DIRECTION DU PROLETARIAT.

12) Dans le cas d'un pays semi-féodal sous domination impérialiste, il s'agit d'un processus de révolution démocratique contre le féodalisme et l'impérialisme. Le prolétariat est la force la plus déterminée pour chasser l'agresseur, et prend la tête du front uni paysans, ouvriers, bourgeoisie nationale). Cette politique, appliquée par le P.C.C. dans la guerre de résistance anti-japonaise, a permis d'assurer la victoire de la révolution démocratique sous direction de la classe ouvrière et son passage à la révolution socialiste.

Dans le cas d'une métropole impérialiste comme la France il s'agit du processus de révolution socialiste, le prolétariat est la seule force capable d'engager, d'organiser, et de mener à bien la résistance à l'agresseur et d'en finir avec la société capitaliste.

13) Déterminer quelle doit être notre juste politique sur la question de la guerre, c'est dire à quelle étape du développement de la société on en est. C'est savoir, parmi l'ensemble des classes et des couches sociales en présence dans le pays, qui a intérêt résolument à la reconquête de l'indépendance nationale, au changement révolutionnaire de la société, qui n'y a pas intérêt, qui est entre les deux.

Les causes externes (comme la guerre) n'agissent que par l'intermédiaire des causes internes (les contradictions dans

le pays). Comprendre cela est décisif pour comprendre la question de la guerre et combattre toutes les idées d'impuissance et de fatalité que les bourgeois essaient toujours de répandre parmi le peuple au sujet de la guerre.

14) La France est un pays impérialiste où la bourgeoisie est anti-nationale, où la contradiction principale est entre bourgeoisie, prolétariat international de France. La question de la défense nationale, et notre capacité à résister à une agression, dépend de où en est le rapport de forces entre bourgeoisie et prolétariat international de France, et de où en est l'organisation propre du prolétariat.

Accélérer la capacité dirigeante de la classe ouvrière de France, réaliser les conditions pour la fondation d'un Parti de type nouveau est la voie actuelle principale pour l'indépendance nationale.

15) Dans le même temps, il faut dénoncer le complot mondial des deux superpuissances et se préparer à la guerre. Dans cette guerre, nous défendrons l'indépendance nationale, et l'intégrité territoriale ; nos ennemis seront nos agresseurs. Le programme populaire, dans une telle guerre, sera de chasser l'agresseur, quel qu'il soit et d'anéantir ses complices bourgeois. C'est autour de la question nationale que, le moment venu, s'organisera, sous la direction du prolétariat, la guerre révolutionnaire.

(1) Dans le « Marxiste-Léniniste » (n°5 et n° 6), nous avons expliqué la ligne de l'UCFML sur deux questions centrales de la révolution : celle du Parti et celle des alliances.

(2) Remplacé depuis peu par une clique militaire.

LA TRADITION POPULAIRE DE LUTTE CONTRE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

L'impérialisme américain, sous les coups de boutoirs des peuples d'Indochine, est aujourd'hui affaibli. Il titube comme un boxeur sonné. A l'intérieur même, le peuple américain, qui s'était dressé dans les années 1960 contre l'agression au Vietnam et au Cambodge, refuse absolument aujourd'hui de suivre les aventures impérialistes, et paralyse le gouvernement. La crise ronge le capitalisme. Ford et son garçon de course Kissinger ne savent plus à quel saint se vouer.

Pourtant, en Europe, l'impérialisme américain a encore des positions importantes. Nos pays sont infestés de capitaux yankee. Une bonne partie de la presse est vendue aux intérêts des monopoles U.S. La C.I.A. est à l'œuvre.

Bon nombre de gouvernements européens, Schmidt en Allemagne, ou Wilson en Angleterre, ne sont que des valets de pied de l'impérialisme américain.

En France, les Lecanuet, les Servan-Schreiber, constituent la cinquième colonne américaine. Les Giscard et les Mitterrand ne sont que leurs complices plus discrets. Si tous ces gens agissent dans l'ombre, et parlent d'Europe ou d'indépendance nationale,

pour mieux nous vendre aux U.S.A., c'est qu'ils savent que le peuple, en France, rejette avec force l'hégémonie économique, politique et militaire des yankees.

1 - UNE GRANDE TRADITION ANTI-YANKEE, TROIS COURANTS : GAULLISTE, REVISIONNISTE, REVOLUTIONNAIRE

Notre peuple a en effet une grande tradition de haine et de lutte contre l'impérialisme américain. C'est une excellente chose.

Dans cette tradition, il y a cependant trois courants qui souvent se mélangent :

a) On peut être contre les Américains pour défendre « la France », pour défendre le nationalisme français, pour défendre le « droit » de la France à piller et à opprimer d'autres pays.

De Gaulle était contre les Améri-

cains. Mais est-ce qu'il était contre l'impérialisme ? Absolument pas. Il était pour l'impérialisme français, c'est tout. Son « indépendance nationale », c'était la volonté d'exploiter les ouvriers français et les peuples d'Afrique pour le profit des patrons français, plutôt que pour celui des patrons yankees. Il était pour « l'indépendance », mais ça voulait dire : J'ai le droit de faire du colonialisme et de l'impérialisme bien de chez nous.

b) On peut être contre les Américains, parce qu'on préfère la botte des Russes. Le P.C.F. est contre les Américains. Mais il ne se bat pas du tout, lui non plus, contre l'impérialisme. Il est d'accord avec l'impérialisme français (c'est pour ça que les gaullistes et les gens du P.C.F. se font souvent des risettes). Mais en plus, il est pour l'impérialisme russe.

c) On peut être contre l'impérialisme américain parce qu'on combat partout l'impérialisme. Parce qu'on sait que la révolution des ouvriers en France se fera obligatoirement contre l'impérialisme. Contre l'impérialisme français et contre les deux superpuissances d'aujourd'hui, l'américaine et la russe.

Ce n'est que dans ce troisième cas qu'il y a vraiment une lutte ouvrière et populaire contre l'impérialisme américain. C'est la vraie, la grande tradition, que les gaullistes et les gens du P.C.F. essaient d'utiliser pour leurs manœuvres.

Les gaullistes et les gens du P.C.F. sont des anti-yankees bourgeois, réactionnaires. Ils sont partisans de l'impérialisme (russe et français).

C'est vrai, il faut combattre l'impérialisme yankee, qui occupe en Europe de l'Ouest les positions économiques et politiques les plus fortes. Ceux qui ne le font pas sont des capitulards. Ils mettent les masses, qui haïssent l'impérialisme yankee, à la remorque des gaullistes et des gens du P.C.F.

Mais en même temps, on ne peut pas dire « je combats contre l'impérialisme américain », et d'un autre côté soutenir l'impérialisme français et l'impérialisme russe.

Pour que la tradition populaire anti-yankee soit une force de la révolution, il faut qu'elle soit autonome et prolétarienne. Il faut qu'elle soit dans un mouvement anti-impérialiste qui attaque aussi impitoyablement l'impérialisme français et l'impérialisme russe. Sinon, cette tradition tombe à la

remorque des gaullistes ou des gens du P.C.F. Elle devient réactionnaire. C'est pourquoi il est très important de voir comment les choses se sont passées depuis la guerre, comment a existé le mouvement anti-yankee, pour être à la fois les vrais héritiers de ce mouvement populaire, et en faire une force véritable de la révolution en France.

2 - LA DIVISION EN DEUX DU PATRIOTISME APRES LA GUERRE, GAULLISME et P.C.F.

Tout de suite après la guerre, en 1945, il y a chez les résistants et dans tout le peuple un très fort sentiment patriotique. Il y a aussi une grande amitié pour l'U.R.S.S. On sait que, sous la direction de Staline, l'U.R.S.S. a été le grand rempart antifasciste. C'est surtout le peuple soviétique qui, avec toute la force que donne le socialisme, a écrasé les nazis.

Du côté des Américains, c'est mélangé. Ils ont participé à la libération du pays, c'est vrai. Mais il y a déjà une certaine méfiance. Les Américains sont là avec leurs troupes. Les résistants communistes, les ouvriers et les paysans, qui ont des armes, veulent la révolution. Ils savent que les bourgeois, les gaullistes, les sociaux-démocrates à la Blum ou à la Guy Mollet, veulent empêcher à tout prix que la résistance patriotique se change en révolution socialiste. Ils savent que tous ces contre-révolutionnaires peuvent compter sur les troupes américaines en cas de besoin.

Au fond, dans l'avant-garde ouvrière et populaire, chez les résistants révolutionnaires, se méfient des Américains et veulent la révolution en France, c'est une seule et même chose. Ce qu'il y a d'abord, c'est l'espoir révolutionnaire. L'anti-yanquisme et l'amitié pour le peuple soviétique sont

des conséquences. Et ceci est une position juste, une grande force. L'anti-yanquisme a une véritable base de classe. Il fait partie de la révolte du peuple contre l'ancien monde bourgeois, qui s'est vautré dans la collaboration avec les nazis.

Bien sûr, il y a les gaullistes. Les gaullistes, très vite, vont aussi jouer la carte anti-américaine. Ils vont rallier des gens là-dessus au nom de « l'indépendance nationale ». Leur but, c'est de refaire de la France un Etat impérialiste à part entière. Ils disputent pied à pied les marchés de l'impérialisme français aux Anglais et aux Américains.

Les gaullistes mènent grand tapage contre les Américains pour faire passer leur camelote nationaliste bourgeoise. Ils savent qu'il faut utiliser l'anti-yanquisme populaire pour mieux consolider le capitalisme proprement français.

Le mouvement patriotique anti-yankee va donc obligatoirement se diviser en deux : voie bourgeoise (gaulliste) et voie prolétarienne. C'est une bonne chose.

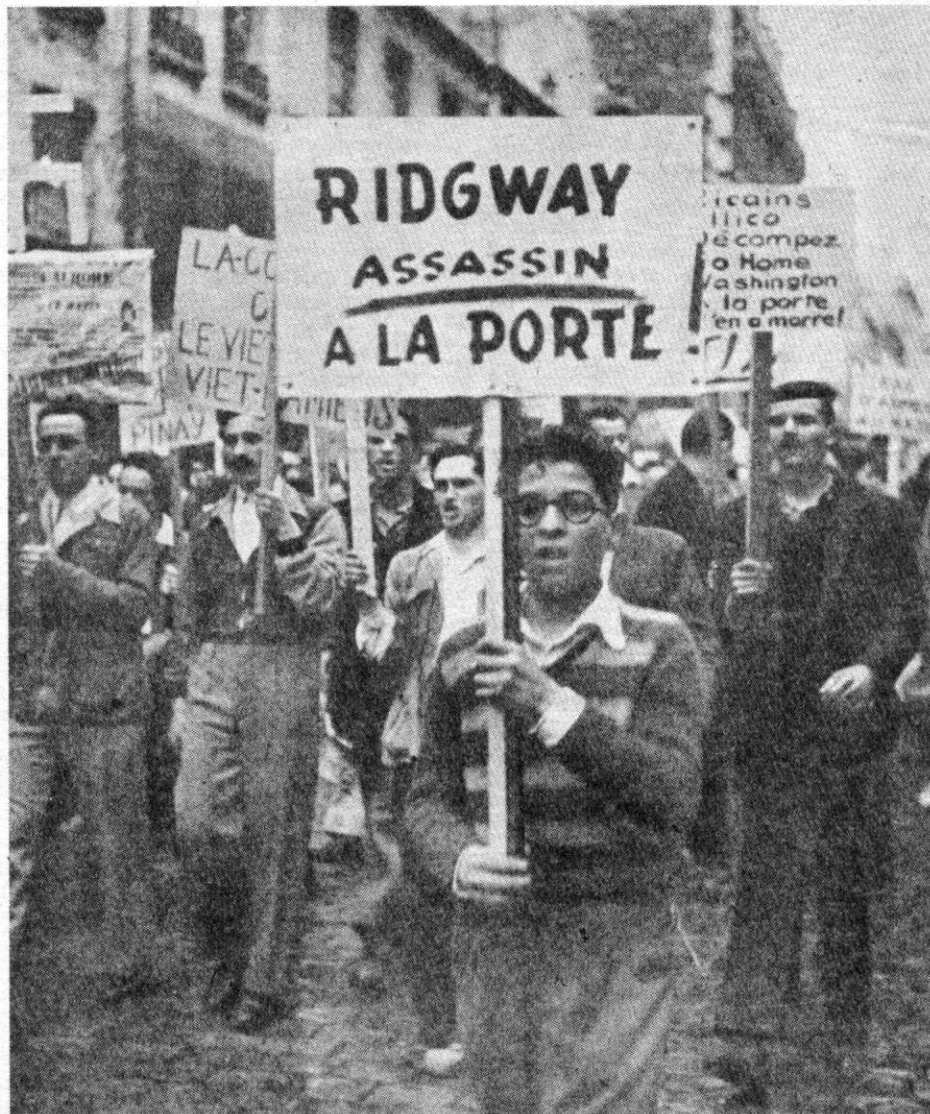
3 - LE P.C.F. ET L'ANTI-YANKISME (1945-1955)

Face aux gaullistes, il y a le P.C.F. C'est de lui que la classe ouvrière attend une clarification et des directives, pour avancer dans la voie de la révolution.

En 10 ans, le P.C.F. va complètement échouer. Le mouvement populaire anti-yankee va cesser d'être une force, et la révolution va reculer. Pourquoi ?

Le P.C.F. a mis à fond lui aussi sur le mouvement populaire anti-américain. Dans les années 1950, il mène campagnes sur campagnes contre l'impérialisme yankee :

(Suite page 6)



Les manifestations ouvrières de 1952 contre l'impérialisme américain.

LES PEUPLES ET L'ARME ATOMIQUE

1. — POSER LES VRAIES QUESTIONS

Souvent, on demande : « Etes-vous pour ou contre l'arme atomique ? Etes-vous pour ou contre la force de frappe atomique française ? »

Cette manière de poser la question est mauvaise, capitulaire. C'est une question qui veut mettre le prolétariat et les marxistes-léninistes à la remorque de ce que font et pensent les diverses cliques de la bourgeoisie : les gaullistes (qui sont pour l'arme atomique française), Servan-Schreiber et Cie (qui sont contre, pour mieux nous vendre à l'impérialisme U.S.), Marchais et Ségué (qui sont contre, pour mieux nous vendre au social-impérialisme russe), les gens du P.S. (qui hésitent et courent de ci de là, comme toujours).

Nous, révolutionnaires prolétariens, nous avons sur la question des armes atomiques, comme sur toutes les questions, notre propre pensée et notre propre programme. Nous partons de là, nous nous battons sur ce terrain. C'est nous qui posons nos problèmes, ceux de la guerre comme ceux de la révolution.

2. — LA BOMBE ATOMIQUE CHANGE-T-ELLE DU TOUT AU TOUT LA QUESTION DE LA GUERRE ?

Les Etats-Unis, puis la Russie, ont répandu l'idée que l'arme atomique changeait la question de la guerre. D'après eux, cette arme était si terrifiante, qu'elle allait arrêter toutes les contradictions. Le monde allait rester immobile, bloqué par l'équilibre de la terreur entre les deux superpuissances.

La conclusion de ces deux grands requins bardés d'armes atomiques, c'était donc : tenez-vous tranquilles ! Maintenez les rapports de force et l'ordre mondial actuel ! Interdisons l'arme nucléaire aux autres, et partageons-nous le monde.

Mais les contradictions n'obéissent pas à la baguette des superpuissances. Depuis 1945, les guerres n'ont pratiquement jamais cessé. Aujourd'hui, c'est carrément la troisième guerre mondiale qui menace.

Pour nous, marxistes-léninistes, il n'y a pas « la guerre », mais plusieurs sortes de guerre.

Il y a d'abord les guerres justes, qui opposent les peuples du monde au colonialisme et à l'impérialisme. Ces guerres ont connu un essor sans précédent depuis la dernière guerre mondiale. Les peuples d'Indochine, d'Algérie, du Mozambique, de Guinée-Bissau, de l'Angola, etc... ont infligé des défaites retentissantes aux impérialismes américain, français, portugais et autres.

Au Cambodge, au Laos, au Vietnam, en particulier, de petits peuples ont mené la guerre révolutionnaire contre l'impérialisme américain, qui dispose de l'arme atomique, de fusées, de bombardiers géants, etc... Et ils ont éliminé complètement cet agresseur et ses fantoches locaux.

Qu'est-ce que cela prouve ?

- que l'arme atomique n'empêche nullement la guerre révolutionnaire,
- que la guerre du peuple est invincible, arme atomique ou pas.

La supériorité politique des peuples qui mènent une guerre de libération neutralise complètement l'arme atomique. L'impérialisme, isolé, encerclé, a dressé contre lui tous les peuples du monde, attaqué de l'intérieur par son propre peuple, il n'a pas pu utiliser l'arme atomique.

3. — L'ARME ATOMIQUE DANS LES GUERRES INTER-IMPERIALISTES

Les guerres entre brigands impérialistes apparaissent comme totalement absurdes et criminelles aux peuples, qui en sont la chair à canon. Cela entraîne beaucoup de gens à penser : une telle guerre va entraîner un massacre général, il faut à tout prix l'éviter.

Bien sûr, les peuples veulent la paix. Mais croit-on obtenir la paix en se laissant museler par la peur de la guerre ? Faut-il toujours mettre en avant la terreur que font régner les armes atomiques des superpuissances ?

La guerre mondiale vient toujours des appétits de pillage et d'hégémonie des impérialismes. La peur de la guerre revient à encourager les brigands, donc à accélérer le risque de la guerre.

S'opposer à la guerre, travailler à la paix, c'est attaquer le pillage impérialiste, s'opposer à l'hégémonie des superpuissances. Il n'y a pas d'autre chemin. Nous disons :

- Ou bien la révolution détruira l'impérialisme, et écartera donc le risque de guerre atomique,
- Ou bien la guerre, atomique ou pas, affaiblira les impérialismes et hâtera la révolution.

L'arme atomique ne change rien à cette loi de l'Histoire. Dire qu'elle entraînera la fin du monde, c'est en fait s'aplatir devant le chantage nucléaire des superpuissances,

sances, favoriser leurs menées hégémoniques, leur rivalité sans frein. C'est favoriser la guerre.

En fin de compte, toute guerre poursuit des buts politiques. Les moyens utilisés, atomiques ou autres, sont relatifs à ces buts. L'impérialisme lui-même ne cherche pas à rayer son ennemi de la carte, mais à le dominer, à le piller, à l'asservir. Le sens de la guerre est dans la lutte des classes, dans les masses, non dans les armes. C'est ce que disait Mao Tsé-toung dès 1945 :

« La bombe atomique est un tigre en papier dont les réactionnaires se servent pour effrayer les gens. Elle a l'air terrible, mais en fait elle ne l'est pas. Bien sûr, la bombe atomique est une arme qui peut faire d'innombrables massacres, mais c'est le peuple qui décide de l'issue d'une guerre, et non une ou deux armes nouvelles. »

4. — NOTRE POSITION : OU DESTRUCTION GENERALE DE TOUTES LES ARMES ATOMIQUES DANS LE MONDE, OU ARMEMENT DEFENSIF COMPLET, Y COMPRIS ATOMIQUE DES ETATS PROLETARIENS

L'impérialisme U.S. et le social-impérialisme russe veulent imposer la « non-dissémination » des armes nucléaires. En fait, ils veulent garder le monopole du chantage nucléaire pour imposer leur hégémonie.

Nous nous opposons résolument à cette prétention. Tant que les superpuissances feront peser sur le monde la menace barbare de l'hégémonie et de la guerre, les Etats menacés, et en particulier les Etats prolétariens, auront le droit et le devoir de développer leur défense nationale, y compris atomique.

Nous soutenons fermement les trois principes mis en avant par les camarades chinois :

a) appeler à la destruction complète et simultanée de toutes les armes atomiques. S'opposer à leur prétendue limitation, qui n'est que le monopole impérialiste du chantage nucléaire.

b) En attendant cette destruction (que refusent absolument les deux superpuissances), s'armer résolument de l'arme atomique.

c) Proclamer solennellement que l'on n'emploiera jamais le premier l'arme atomique, et qu'on ne l'utilisera que dans un but strictement défensif (les deux superpuissances refusent absolument de faire cette déclaration).

5. — SUR LA POLITIQUE NUCLEAIRE DE L'ETAT IMPERIALISTE FRANÇAIS

L'Etat impérialiste français appartient à ce que les Chinois appellent « le second monde ».

— D'un côté, il pille et opprime des peuples du tiers monde, et exploite la classe ouvrière.

— De l'autre, il est menacé ou malmené par l'une et l'autre des superpuissances. L'arme atomique française reflète cette contradiction.

D'un côté, nous soutenons le droit général des Etats du « second monde » à disposer de l'arme atomique. Le désarmement atomique unilatéral de ces pays n'a rigoureusement plus d'autre sens que de les livrer plus encore à l'hégémonie belliqueuse des superpuissances. C'est bien ce que préparent les gens du PCF en réclamant à cor et à cri la destruction de la force de frappe française : il s'agit de livrer l'Europe à la botte social-impérialiste.

D'un autre côté, il est vrai que l'arme atomique française est aujourd'hui entre les mains de cliques bourgeoises irresponsables.

En Chine, où le pouvoir est aux mains du peuple, le souci constant est de protéger le peuple contre les horreurs de la guerre, y compris atomique. Partout, on creuse des grands souterrains. Les usines peuvent être entièrement enterrées. On respecte une juste répartition de la population entre la ville et la campagne. Ainsi, même en cas d'agression atomique, le peuple chinois continuera à vivre et à combattre.

En France, les cliques de de Gaulle et de Giscard ont fait des fusées et des sous-marins, mais le peuple est laissé complètement sans protection, entassé dans des villes qui sont des cibles meurtrières. Voilà une preuve frappante de l'irresponsabilité criminelle des exploités !

Mais face aux risques de guerre, il est tout aussi stupide de pleurnicher sur les armes nucléaires, ou de demander le désarmement unilatéral.

Le programme des marxistes-léninistes, c'est :

- Protéger et armer le peuple, qui doit être le maître du pays et de sa défense.
- Creuser des souterrains, disperser judicieusement la production et la population.
- Faire du pays une citadelle prolétarienne imprenable, dotée de tout ce qui est nécessaire à sa défense, y compris, tant qu'il le faudra, l'arme atomique.

Fin 1974, le P.C.F. a profité de la venue de Brejnev en France pour faire l'éloge de l'U.R.S.S. présenté comme un grand pays socialiste. Qu'en est-il exactement ?

Pour nous, révolutionnaires de l'U.C.F.M.L., un pays socialiste, c'est un pays où le peuple a le pouvoir, où les ouvriers et le peuple décident de la vie dans les usines (organisation du travail, salaires...), dans les quartiers, dans les campagnes comme en Chine et en Albanie socialistes. Un pays socialiste, c'est un pays où il n'y a pas de chômage, pas de vie chère, où la production est au service du peuple. Est-ce bien de cela qu'il s'agit en U.R.S.S. ? Voyons les faits.

L'ECONOMIE SOVIETIQUE : UNE ECONOMIE CAPITALISTE

● La recherche du profit avant tout

Depuis 1966 (23^e congrès du Parti communiste d'Union soviétique — P.C.U.S.), les dirigeants soviétiques font appliquer le « nouveau système » économique, c'est-à-dire en fait l'abandon de la planification économique d'ensemble de l'Etat, les entreprises étant libres de décider de leurs plans de production et d'exploitation et recherchant le profit maximum. C'est la **restauration du capitalisme** : marché libre et libre concurrence capitaliste, tel est ce « nouveau système ». La recherche du profit est mise au premier plan par les dirigeants : pour favoriser la production, ils n'hésitent pas à recourir à des primes spéciales comme dans les entreprises des pays capitalistes. Les entreprises règlent leur production selon le cours du marché pour augmenter leurs chiffres d'affaires. Cette économie bourgeoise réglée sur le profit et non sur les besoins du peuple entraîne de grandes difficultés d'approvisionnement et du gaspillage. Ainsi, certains produits pourrissent dans des stocks tandis que d'autres manquent. La plupart des produits ne cessent d'augmenter : par exemple, la farine, les cotonnades, les chaussures, etc. ont augmenté de 42 % entre 1959 et 1965 tandis que le salaire des ouvriers pour la même période ne progressait que de 18,9 %.

● Des canons plutôt que du beurre

Ce « nouveau système » économique empêche toute planification et les objectifs du dernier plan quinquennal ne sont pas atteints, notamment dans la production agricole et dans les industries de consommation. Au lieu de répondre aux besoins du peuple, l'économie soviétique est au service de la politique impérialiste des nouveaux dirigeants du Kremlin. Cela se traduit par la **militarisation de l'économie**, c'est-à-dire favoriser la production d'armements.

Mais la restauration du capitalisme en U.R.S.S., ce n'est pas seulement une économie qui va contre les intérêts du peuple ; c'est aussi une exploitation féroce du peuple soviétique.

● Dans les usines : féroce exploitation des travailleurs

Dans les usines, ce ne sont pas les travailleurs qui font la loi, mais les responsables qui décident de la marche de l'usine, des conditions de travail, des salaires... Donnons quelques exemples : les dirigeants soviétiques ont instauré à grand renfort de publicité le soi-disant système de « la semaine de cinq jours », prétendant que c'était « un grand pas vers le communisme » ! Qu'en est-il exactement ? Rien de bien différent de l'exploitation capitaliste que nous connaissons : dans les usines soviétiques où la semaine de cinq jours est appliquée, les ouvriers doivent accomplir le même nombre d'heures de travail dans l'année comme auparavant avec la semaine de six jours : les pauses pour le déjeuner et le repos ont été réduites, comme à l'usine de roulements à bille n° 15 de Volgograd où la pause de midi est passée d'une heure à vingt minutes. En fait, les dirigeants n'ont en vue que le profit maximum.

Les conditions de sécurité ? Dans les houillères par exemple, les règlements sur la sécurité ne sont pas appliqués par les dirigeants pour produire davantage au mépris de la santé des mineurs. Les cas de silicose et les accidents augmentent sans cesse parmi les ouvriers comme l'ont indiqué des mineurs des Houillères de Donets.

Les salaires ? Les différences de revenus entre les responsables et les ouvriers ne cessent de s'accroître : par exemple, dans deux sociétés de transport routier de Léninegrad, le salaire de la main-d'œuvre a diminué de 9 % alors que celui des dirigeants augmentait dans le même temps de 40 %. En 1965, le président du kolchoze « Ouvriers du Bakou » touchait en moyenne 1 076 roubles par mois, le chef comptable 756, alors que les membres en touchaient à peine 38. En plus des gros salaires et des primes spéciales, les responsables d'entreprises jouissent de privilèges comme les patrons des pays capitalistes : ils ont droit à plusieurs appartements, villas, alors que les ouvriers sont mal logés et ont la vie difficile. Il existe des magasins réservés aux privilégiés où ceux-ci se procurent des produits de luxe, et tout cela sur le dos du peuple soviétique. Là-bas comme ici, c'est la vie de château pour une minorité d'exploiteurs et la misère pour la grande majorité du peuple.

● Même situation dans les campagnes

Cette situation d'oppression et d'exploitation du peuple est la même dans les campagnes où les responsables des kolchozes et des sovkhoses font usage de leurs pouvoirs et de leur influence pour se remplir les poches, voler le peuple et vivre en bourgeois. Ils considèrent le kolchoze comme leur propre domaine et fixent leurs propres salaires (souvent 15 à 20 fois supérieur à celui des simples membres).

● Production clandestine sur le dos du peuple soviétique

La restauration du capitalisme, c'est donc pour le peuple une exploitation féroce. Pour augmenter encore davantage leurs profits, certains dirigeants n'hésitent pas à spéculer et à organiser la production clandestine pour leur propre compte. Ces faits sont tellement nombreux que la presse soviétique elle-même ne peut plus tous les cacher. Ainsi un certain nombre de révélations ont été faites : l'existence d'ateliers clandestins à Léninegrad, le détournement de matériaux de construction par le directeur d'un chantier à Tadjikistan, la production clandestine de soie artificielle et naturelle dans une usine de tissage de soie d'Ouzbékistan, l'existence d'un atelier clandestin de bonneterie installé dans une fabrique de meubles de Kharkov par le directeur de cette entreprise, le vol de plus de 900 mètres à tisser par le directeur d'une usine de construction mécanique avec la complicité de fonctionnaires, etc.

Dans tous ces cas, ce sont quelques dirigeants haut-placés qui, souvent avec la complicité de fonctionnaires d'Etat ou de dirigeants d'autres entreprises, trafiquent la production, falsifient les chiffres (par exemple, diminuent le nombre réel d'ouvriers embauchés dans l'entreprise) et revendent une partie de la production non déclarée à d'autres, détournent les fonds, quittent à distribuer des pots-de-vin aux gens qui les protègent dans les organismes supérieurs. Certaines entreprises revendent même des machines-outils à tel point que furent organisés des marchés libres de moyens de production à Gorki et Sverdlovsk où l'on pouvait trouver des machines-outils, des grues, des générateurs... et même des locomotives et ceci au plus grand profit des dirigeants qui s'octroient de larges bénéfices par des systèmes de primes ou plus simplement en détournant directement les fonds.

● Comme dans les pays capitalistes, le chômage existe en U.R.S.S.

Quant au chômage dont on parle tant dans les pays capitalistes, les ouvriers et le peuple soviétiques le

L'U.R.S.S. : ETAT CAPITALISTE

subissent aussi, car les dirigeants des entreprises soviétiques n'hésitent pas à licencier les ouvriers pour élever le taux de profit. A l'usine métallurgique « Krasnaïa Oktiabry », 730 ouvriers ont été licenciés pour réaliser davantage de profits. Certaines entreprises embauchent des intérimaires dont elles se débarrassent pendant la saison creuse, ce qui met en chômage un grand nombre d'ouvriers et provoque un va-et-vient de main-d'œuvre comme dans les pays capitalistes. Par exemple, en 1972, un ouvrier sur cinq a dû changer d'emploi en U.R.S.S., un sur cinq en Géorgie et même un sur deux en Abkhazie, la plupart se déplaçant à des milliers de kilomètres de leur région d'origine.

LA CULTURE ET L'ENSEIGNEMENT EN U.R.S.S. : GLORIFIER LES IDEES BOURGEOISES

Sur le plan de la culture, les dirigeants soviétiques parlent de « culture du peuple tout entier » : cela veut dire en fait, pour eux, qu'il n'y a plus d'un côté les idées bourgeoises et de l'autre les idées prolétariennes, c'est-à-dire qu'il n'y a plus de lutte de classe selon eux. La réalité est bien différente ! Les révisionnistes soviétiques développent les idées bourgeoises qu'ils font passer pour les idées de tous et non d'une classe : ainsi, ils éditent le roman réactionnaire « Le docteur Jivago » de Boris Pasternak, roman qui calomnie la grande Révolution d'Octobre. De même, au lieu de glorifier l'héroïque résistance du peuple soviétique contre l'agression fasciste, les écrivains révisionnistes essaient de démontrer que

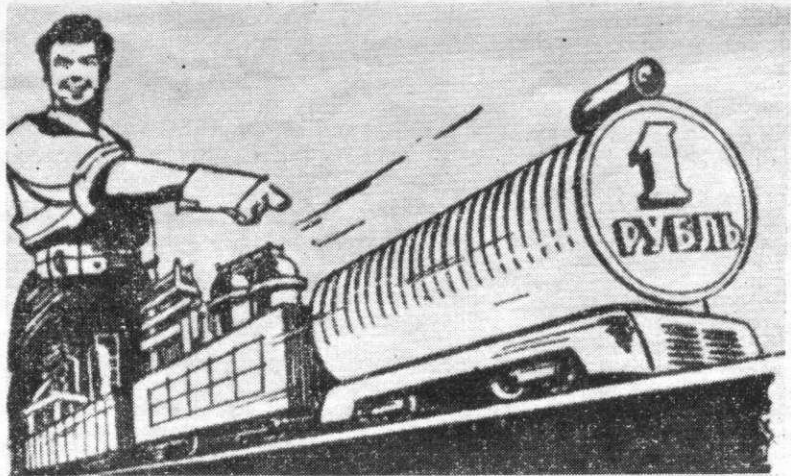
langue et culture propre : Ukrainiens, Moldaviens, Lettons, Evenkis, Khantis, Karéliens, Veps, Mordviniens, etc.

Quelle est la politique des dirigeants soviétiques vis-à-vis de ces nombreuses minorités nationales ? Tiennent-ils compte des distinctions nationales, favorisent-ils l'apprentissage et le développement des langues non russes ? Absolument pas ! Au lieu de respecter le caractère propre des différentes minorités nationales, les dirigeants soviétiques oppriment ces minorités pour les intégrer de force dans la « nation russe », trahissant la politique léniniste sur les nationalités et reprenant à leur compte l'attitude des tsars vis-à-vis des minorités nationales : langue russe obligatoire, déplacements massifs de population pour briser toute unité de minorité nationale, etc.

Face à cette oppression nationale, la population de toutes les nationalités se lève et résiste : manifestations pendant deux jours en Lituanie en 1972, grèves et manifestations de masse la même année à Dneprodzerzhinsk et Dnepropetrovsk en Ukraine, en 1973 à l'usine de Vitebsk en Biélorussie, etc.

L'ETAT DU « PEUPLE TOUT ENTIER », C'EST EN FAIT L'ETAT DES NOUVEAUX BOURGEOIS

Un pays où le peuple est exploité et opprimé de cette façon, où les idées bourgeoises remplacent les idées révolutionnaires n'est pas un pays socialiste. Et pourtant, qu'osent affirmer les dirigeants soviétiques ? Que, chez eux, il n'y a plus lutte des classes !



Affiche de propagande publiée dans la presse soviétique. La locomotive porte comme inscription « Un rouble ». L'affiche inculque au peuple soviétique cette idée : « l'argent est la locomotive qui entraîne tout le reste ».

« le plus important, c'est de sauver sa peau ! » et font l'éloge des lâches et des traîtres. De plus, sur les écrans soviétiques, les films bourgeois occidentaux sont l'objet d'une large diffusion.

Dans l'enseignement, les dirigeants soviétiques appliquent les principes bourgeois que nous dénonçons ici dans la lutte contre l'école bourgeoise. Ils renforcent la division entre travail intellectuel et travail manuel ; ils écrivent des manuels soi-disant marxistes-léninistes qui en fait, déforment, révisent le marxisme. Ils mettent au premier plan l'intérêt individuel. Faire des études, cela ne veut pas dire étudier pour être au service du peuple, mais pour rechercher le renom personnel, « devenir une personnalité ». Ensuite, les salaires seront fonction des diplômes. Les bourses d'étude sont attribuées en fonction des notes.

REPRESSION DES MINORITES NATIONALES EN U.R.S.S.

En U.R.S.S., existe un grand nombre de minorités nationales possédant une

Au XXII^e congrès du P.C.U.S., Krouchtchev a ouvertement déclaré que la dictature du prolétariat était dépassée et remplacée par « l'Etat du peuple tout entier ». Après lui, Brejnev et consorts ont répété les mêmes propos bourgeois.

D'un point de vue marxiste-léniniste, nous savons que l'Etat est un appareil spécial de répression au service d'une classe : l'Etat bourgeois sert les intérêts de la bourgeoisie. Tout projet révolutionnaire conséquent vise à détruire l'appareil d'Etat bourgeois. Mais, dans la période du passage du capitalisme au communisme, le prolétariat a besoin d'un Etat : c'est l'Etat de dictature du prolétariat, c'est-à-dire dictature sur les anciens exploiters et démocratie pour le peuple. Ce n'est que dans la société communiste que l'Etat devient superflu et qu'il s'éteint. Mais, dans la société socialiste, la lutte des classes continue sous des formes nouvelles et la question subsiste de savoir qui l'emportera de la voie capitaliste ou socialiste. **Le danger de restauration capitaliste demeure.**

Cela n'empêche pas les dirigeants soviétiques de déclarer qu'il n'y a pas de lutte de classe chez eux ! Et qu'est-

ALISTE ET IMPÉRIALISTE

ce donc que l'exploitation des ouvriers dans les usines soviétiques sinon l'expression de la lutte des classes ? Qu'est-ce donc que les manifestations de 1972 à Dniepropétrovsk en Ukraine où les ouvriers ont bloqué le comité régional du Parti et ont revendiqué l'amélioration de leurs conditions de vie sinon la lutte du peuple soviétique contre ses exploiters ? Qu'est-ce donc que les grèves de février 1973 où les ouvriers d'une usine de Biélorussie ont revendiqué des augmentations de salaires ? Qu'est-ce donc que les trafics de marchandises, les vols sur la production, les spéculations sur les produits que la presse soviétique elle-même n'a pu cacher, qu'est-ce donc sinon les agissements d'éléments bourgeois qui exploitent le peuple !

Que veut dire alors qu'il n'y a pas lutte des classes en U.R.S.S., que l'Etat est celui « du peuple tout entier » sinon que **le pouvoir est revenu aux mains de la bourgeoisie qui se cache sous les termes trompeurs de « peuple tout entier »**. MAIS LE PEUPLE SOVIÉTIQUE SE LEVE ET FINIRA PAR BALAYER LES NOUVEAUX BOURGEOIS QUI ONT PRIS LE POUVOIR !

LE P.C.U.S. : UN NOUVEAU PARTI BOURGEOIS

L'abandon de la dictature du prolétariat, c'est en fait la restauration du capitalisme, c'est-à-dire la dictature d'une couche privilégiée de la bourgeoisie soviétique. L'abandon de la dictature du prolétariat, c'est aussi l'abandon du caractère prolétarien du Parti communiste d'Union soviétique (P.C.U.S.). Le P.C.U.S. est présenté par les révisionnistes soviétiques comme le « parti du peuple tout entier ». En clair, cela signifie que le P.C.U.S. ne serait plus, conformément à la théorie marxiste, un instrument de la lutte des classes (comme tout parti politique qui représente les intérêts d'une classe), mais serait au-dessus des classes, ne représenterait plus les intérêts du prolétariat. La vérité, c'est que **le P.C.U.S. est toujours un instrument de la lutte des classes, mais sous l'emprise de la nouvelle bourgeoisie soviétique et non du prolétariat**.

Depuis l'avènement de Khrouchtchev, puis avec Brejnev, Kossyguine et autres, plus de 70 % des membres du Comité central du P.C.U.S. élus en 1952 (au 19^e congrès) ont été écartés. Les dirigeants révisionnistes actuels placent à tous les échelons des éléments bourgeois sous prétexte par exemple que « l'économie est plus importante que la politique ». Ils placent des experts économiques, des spécialistes, des intellectuels bourgeois pour remplacer les anciens cadres d'origine ouvrière et populaire. Les vrais communistes qui refusent cet état de choses sont arrêtés, emprisonnés, persécutés, ou enfermés dans des « asiles d'aliénés ». Le Comité central du P.C.U.S. lui-même a avoué que de 1963 à 1965, 100 000 membres ont été exclus, et pour l'année 1966, plus de 62 800.

LE REVISIONNISME AU POUVOIR, C'EST LA BOURGEOISIE AU POUVOIR !

Brandissant l'étendard de Lénine pour faire passer leur faux marxisme, leur vrai révisionnisme, Khrouchtchev et les nouveaux éléments bourgeois soviétiques ont donc installé leur pouvoir contre les masses populaires. Puis Brejnev a remplacé Khrouchtchev parce que ce dernier était tellement critiqué par les masses soviétiques que la nouvelle bourgeoisie soviétique a été obligée de le remplacer. Brejnev, c'est la suite directe du coup d'Etat contre-révolutionnaire de Khrouchtchev. Avec la clique Brejnev, on passe du révisionnisme au social-impérialisme.

Nous avons vu qui a le pouvoir en U.R.S.S. aujourd'hui : une nouvelle

bourgeoisie qui exploite et opprime le peuple soviétique. Et ceci nous permet de comprendre la politique impérialiste de l'U.R.S.S. Brejnev et sa clique, de par leur nature d'exploiteur, pour que leur domination s'établisse, se consolide, sont obligés d'exploiter de plus en plus le peuple soviétique **et en même temps** de se livrer à l'agression et à l'expansion contre les peuples du monde. Amasser un maximum de profits sur le dos des peuples, dominer le monde : telle est la volonté actuelle des dirigeants soviétiques : ce sont donc des impérialistes.

L'U.R.S.S. : SOCIAL-IMPERIALISME

Nous affirmons : l'U.R.S.S. est une puissance social-impérialiste. Nous faisons donc une différence avec l'impérialisme américain. Le caractère de brigand international de l'impérialisme américain est connu de tous les peuples du monde qui ont su lui infliger de cuisantes défaites comme au Vietnam et au Cambodge.

Mais l'impérialisme soviétique est un impérialisme plus dangereux, plus insidieux. Pourquoi ? Parce que les dirigeants soviétiques exploitent, pillent les peuples du monde en n'ayant à la bouche que les mots d'« aide », de « soutien », d'« internationalisme » à l'égard des « pays frères », etc. **Ils sont socialistes en paroles, impérialistes dans les faits**, c'est pourquoi nous les qualifions de **SOCIAUX-IMPERIALISTES**.

Comment se traduit leur attitude au niveau international ? Donnons seulement quelques exemples, car si l'on voulait dénoncer les mille et un faits par lesquels chaque jour la clique dirigeante soviétique dévoile sa nature impérialiste, une encyclopédie n'y suffirait pas !

● Quelques faits

En Inde, ils ont forcé le gouvernement à acheter le coton de Russie pour 700 roupies de plus la balle que sur le marché indien. En Iran, ils achètent le gaz naturel quatre fois moins cher qu'ils le revendent en Europe. Ils vendent à prix fort des armes aux pays arabes qu'ils échangent contre du pétrole à prix faible, pétrole qu'ils revendent à certains pays de l'Ouest (comme l'Allemagne) en faisant une spéculation énorme dessus.

En 1968, ils ont envahi la Tchécoslovaquie tandis que le peuple soviétique manifestait à Moscou, Lénin-

grad, etc. en signe de protestation.

A plusieurs reprises ils sont intervenus sur le territoire chinois. Pendant la conférence sur le droit des mers à l'O.N.U. en juin et juillet 1974, l'Union soviétique a tout fait avec l'impérialisme américain pour empêcher les pays du tiers monde de sauvegarder leurs droits sur les mers et leurs ressources maritimes. Actuellement, ils prônent le désarmement et signent des accords bidon avec les U.S.A. alors qu'ils consacrent 40 % de leur budget à l'armement et que la flotte soviétique envahit toutes les mers.

● Brigandage au nom du « marxisme »

Tous ces faits sont justifiés par les dirigeants soviétiques au moyen de théories soi-disant marxistes : ainsi leur théorie de la « division internationale du travail » selon laquelle chaque pays doit produire et fabriquer certains produits en accord avec d'autres pays : en fait en accord avec l'U.R.S.S. qui décide de la production de ces pays qu'elle prétend « aider ». Au lieu de mettre en avant le principe socialiste : « **COMPTER SUR SES PROPRES FORCES** », les révisionnistes soviétiques disent : « Comptez sur nous » et on peut ajouter : pour exploiter et piller mieux que quiconque les richesses des pays du monde.

L'Union soviétique utilise l'Asie, l'Afrique et l'Amérique comme réservoirs de matières premières à bon marché ou comme usines auxiliaires de transformation. De même, les pays de l'Est qui sont sous sa dépendance sont obligés de produire des pièces de machines pour l'Union soviétique qui, elle, montre les machines et les revend au prix fort dans les pays de l'Est.

● Présence militaire au nom du marxisme

Pour justifier leur présence militaire sur toutes les mers du globe, les sociaux-impérialistes soviétiques affirment qu'il est de leur devoir d'être « partout où l'intérêt de la sécurité de notre pays l'exige » ! C'est toujours au nom de l'intérêt de leur pays que les impérialistes de toutes sortes interviennent dans d'autres pays. En fait les sociaux-impérialistes soviétiques n'ont d'autre but que l'agression et l'expansion par tous les moyens. Le social-impérialisme soviétique est fauteur de guerre : derrière la soi-disant « détente » ou les « intentions de paix » ou encore leur propagande sur le « désarmement », les révisionnistes soviétiques ne cessent d'accroître et de perfectionner leurs armes : nucléaires et autres et y consacrent une part de plus en plus importante de leur budget. Alors pourquoi tout ce ver-

biage sinon pour rivaliser avec l'impérialisme américain pour la domination du monde ?

LES PEUPLES DU MONDE BALAIERONT LE SOCIAL-IMPERIALISME SOVIÉTIQUE

Le social-impérialisme soviétique voit se dresser les peuples contre lui : d'abord le peuple soviétique, ensuite, les peuples du monde qui déjouent ses manœuvres et les dénoncent comme à la conférence sur le droit des mers ou encore à la conférence pour le développement industriel (O.N.U.D.I.).

Au Cambodge, la victoire des forces armées de libération contre le régime Lon Nol est un violent coup porté contre l'impérialisme américain qui avait porté Lon Nol au pouvoir, mais aussi contre le social-impérialisme soviétique. Les dirigeants soviétiques avaient reconnu le régime fantoche de Lon Nol et conservaient jusqu'à ces dernières semaines des ambassadeurs de Lon Nol à Moscou. Les forces armées de libération en comptant sur leurs propres forces ont montré qu'elles n'avaient nul besoin du faux soutien des sociaux-impérialistes soviétiques pour vaincre.

Aujourd'hui, le social-impérialisme soviétique, comme l'impérialisme américain, représente un grand danger pour les pays et peuples d'Europe.

Le P.C.F. cherche à endormir notre méfiance en laissant croire que l'U.R.S.S. est un ami des peuples d'Europe, un ami du peuple de France alors qu'il n'en est rien ! En fait, le P.C.F. rêve de prendre le pouvoir en France. Ces nouveaux bourgeois du P.C.F. prétendent préparer le socialisme avec leur camelote de « démocratie avancée », et si un jour ils sont aux commandes de l'Etat bourgeois, ils se mettront à la remorque du social-impérialisme soviétique pour tenter de sauver l'impérialisme français.

Le social-impérialisme se démasquera chaque jour davantage aux yeux des peuples du monde et tous ceux qui le soutiennent et le présentent comme un ami des peuples du monde alors qu'il en est un ennemi mortel, seront démasqués à leur tour.

LE PEUPLE SOVIÉTIQUE EST UN GRAND PEUPLE !

VIVE SA LUTTE CONTRE LES NOUVEAUX TSARS : BREJNEV ET Co !

NON, LES MENSONGES DES FAUX COMMUNISTES DU P.C.F. NE PASSERONT PAS !

A BAS LE SOCIAL-IMPERIALISME SOVIÉTIQUE !

VIVENT LA CHINE ET L'ALBANIE SOCIALISTES !



Le peuple tchécoslovaque attaque les chars russes à coups de pavés.

contre l'impérialisme américain

(Suite de la page 3)

— Contre le plan Marshall, plan qui soumet largement l'économie française aux capitaux américains.

— Contre l'alliance atlantique, qui organise un bloc militaire antisoviétique, sous la houlette U.S.

— Contre l'agression américaine en Corée.

— Contre le réarmement de l'Allemagne, imposé par les Américains.

C'est l'époque où, partout sur les murs, les ouvriers révolutionnaires écrivent : « U.S. go home », Américains, rentrez chez vous.

Dans toutes ces campagnes, il y a de la force ouvrière, il y a de la violence révolutionnaire. Le P.C.F. appelle à la grève politique, mobilise activement les larges masses ouvrières. C'est l'époque où les ouvriers vont aux manifestations solidement armés de « pancartes » et de bouillons. Ils n'hésitent pas à faire des barricades, ils n'hésitent pas à affronter la police.

Le 28 mai 1952, encore, ils manifestent contre la venue à Paris du général américain Ridgway. La bataille de rue fait rage pendant 6 heures, en particulier devant la gare de l'Est. Le mouvement populaire anti-yankee a ce jour-là un martyr, un camarade communiste algérien, tué par les flics, Belaïd Hocine, un héros ouvrier du prolétariat international de France.

Le mouvement populaire anti-yankee a son organisation de masse d'ampleur internationale : le Mouvement de la Paix. Il a une base de masse étendue, non seulement chez les ouvriers mais chez les intellectuels.

Entre 1950 et 1953, en pleine hystérie anticommuniste aux Etats-Unis, deux Américains, Julius et Ethel Rosenberg, sont accusés d'espionnage, condamnés et exécutés. Ils sont entièrement innocents. Un puissant mouvement mobilise l'opinion contre la barbarie yankee. Presque tous les intellectuels connus s'engagent dans ce mouvement. Ils manifestent, le 21 juin 53, devant l'ambassade américaine.

4 - L'ECHEC DU P.C.F., LE SUCCES DES GAULLISTES (1955-1965)

A partir de 1955, c'est presque l'agonie, le sentiment anti-yankee existe toujours, mais le mouvement anti-yankee n'est plus une force populaire, une

force de la révolution. En 1958, c'est le coup d'Etat gaulliste qui va profiter de l'antiaméricanisme. C'est de Gaulle qui va quitter l'O.T.A.N. C'est lui qui va parler tous les jours « d'indépendance nationale » face aux Américains.

Que s'est-il passé ?

Il faut se souvenir qu'en 1945, les gens du P.C.F. ont choisi. Leur politique n'est pas de renforcer le camp de la révolution prolétarienne en France, de miser à fond sur son autonomie de combat. Leur politique, c'est d'abord le front uni patriotique avec les gaullistes. Thorez est ministre de de Gaulle. Dans ce front uni, ce ne sont pas les communistes qui dirigent. Thorez fait désarmer les milices patriotiques, noyau aux populations armées. L'épuration des collaborateurs est très limitée. Thorez invite les ouvriers à « reconstruire l'économie nationale ».

Quelle économie ? L'économie bourgeoise, le capitalisme français. Dès ce moment, l'articulation entre anti-yankee et révolution prolétarienne commence à se défaire.

Quand la guerre froide commence entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, le P.C.F. est éliminé du gouvernement. Le prolétariat se dresse dans de formidables combats classe contre classe (grèves violentes de 1947 et 1948) (1).

C'est alors que le P.C.F. jette toutes ses forces, non pas dans une offensive révolutionnaire prolétarienne — dont l'anti-impérialisme serait un élément — mais dans un mouvement anti-américain.

Pour le P.C.F., il n'y a qu'une contradiction fondamentale, dans les années 1950 : la contradiction entre le camp socialiste (l'U.R.S.S.) et le camp impérialiste (les U.S.A. et leurs valets). Les contradictions propres à la révolution en France sont subordonnées à cette contradiction fondamentale.

Du coup, le mouvement anti-yankee se trouve coupé de ses sources prolétariennes internes. Il devient un mouvement purement idéologique, de défense de l'U.R.S.S. et d'hostilité à l'impérialisme américain.

Le P.C.F. défend la paix et il a raison. La paix est une grande idée populaire. Mais à la guerre impérialiste, on ne peut opposer la seule idée de paix, la seule défense du camp socialiste. A la guerre impérialiste, il faut opposer la révolution prolétarienne.

Le P.C.F. lutte contre l'impérialisme américain, au nom de l'U.R.S.S. et au nom de la paix. Mais le lien à la révolution, le lien au prolétariat, se défait. Le mouvement populaire anti-yankee, enthousiaste et violent au début, ne prend pas position sur la question du pouvoir et de l'Etat. Il est coupé du programme révolutionnaire du prolétariat.

Finalement, le P.C.F. ne fait qu'utiliser à son tour le juste sentiment populaire anti-yankee, de façon purement défensive, idéologique. Le P.C.F. accepte le terrain proposé et dirigé par les gaullistes : indépendance nationale contre tutelle américaine. Peu importe la nature de classe de l'Etat français, pourvu qu'il s'oppose aux yankees.

Sur ce terrain, le P.C.F. (2) doit en fin de compte défendre l'impérialisme français lui-même. Si on ne lie pas la question nationale à celle de la révolution, on se met forcément à la remorque des bourgeois nationalistes. Car ces bourgeois ont pour eux la force de l'Etat, le projet et la possibilité de contrôler l'Etat nationaliste et impérialiste.

Ce n'est pas un hasard si ensuite, le P.C.F. va s'enfoncer dans le borborygme chauvin, jusqu'à défendre, en 1954-56, la guerre coloniale en Algérie. Jusqu'à s'opposer aujourd'hui à l'indépendance des colonies (Martinique, etc.), sous le prétexte que si les Français s'en vont, les Américains vont prendre leur place.

C'est cette politique qui brise la force révolutionnaire du mouvement anti-yankee. Entre deux variantes de « l'indépendance nationale » anti-américaine à la sauce bourgeoise, de larges fractions du peuple, démoralisées, épuisées par des campagnes de masse sans issue, sans perspective révolutionnaire, purement idéologiques et défensives, vont choisir la plus étatique, la plus solide : le gaullisme.

5 - LA RENAISSANCE DE L'ANTI-IMPÉRIALISME REVOLUTIONNAIRE (DEPUIS 1965)

C'est sur un terrain complètement neuf que le sentiment populaire anti-yankee pourra reconstituer sa vigueur prolétarienne. Ce terrain existe depuis 10 ans.

Dans les années 1960, sous la direction des marxistes-léninistes, le mouvement anti-yankee s'est déployé avec vigueur, surtout dans la jeunesse, à propos de la lutte des peuples d'Indochine. C'est l'époque de l'essor des « comités Vietnam de base », véritable force révolutionnaire anti-impé-

rialiste.

Pourquoi cette force ? Parce que le mouvement retrouvait ses racines internes, ses liens aux questions de la révolution : lutte acharnée contre les capitulards dégénérés du P.C.F. ; liaison aux masses populaires dans les quartiers, violence révolutionnaire ; projet d'un Parti communiste de type nouveau ; travail marxiste-léniniste dans les usines, etc.

C'est dans cette voie que nous devons poursuivre aujourd'hui. L'impérialisme américain flageole sous les coups des peuples. Il faut aider à achever la bête. Mais ceci n'est possible qu'en inscrivant fermement l'anti-yankee dans le projet de la révolution en France : c'est la leçon fondamentale que nous donne l'histoire de 30 ans de mouvement populaire anti-yankee.

Or, le projet de la révolution prolétarienne :

— attaque de plein fouet l'Etat impérialiste français ;

— est antagoniste aux menées du P.C.F. et, à l'échelle mondiale, aux visées agressives du social-impérialisme russe.

La forte tradition populaire anti-yankee peut être un appui historique important dans le camp de la révolution, mais dans le cadre d'un programme révolutionnaire d'ensemble, qui lie de façon offensive :

— la lutte révolutionnaire contre l'Etat impérialiste français ;

— la lutte contre le social-impérialisme russe ;

— la lutte contre l'impérialisme américain.

Seule la liaison de ces trois points donne son tranchant prolétarien à la lutte anti-yankee. Quiconque prostitue cette lutte dans une alliance stratégique, soit avec les gaullistes, soit avec les révisionnistes, ne fait que bégayer les erreurs et les impasses des années 1950.

C'est dire qu'il n'y a de luttes conséquentes contre l'impérialisme américain que sous la direction des marxistes-léninistes, dans la lutte à couteaux tirés contre les gens du P.C.F., et à la lumière du projet de la révolution prolétarienne dans son étape actuelle, celle de l'édification par l'avant-garde ouvrière de son Parti communiste de type nouveau.

(1) Sur 47, voir le Marxiste-Léniniste, n° 3/4, disponible.

(2) L'Humanité Rouge fait aujourd'hui exactement la même chose que le PCF des années 50, dans la façon dont elle fait campagne contre le social-impérialisme russe. Comme le PCF, elle devient l'allié objectif de l'impérialisme français, et de l'impérialisme américain par dessus le marché.

LA FRANCE, ETAT COLONIALISTE ET IMPÉRIALISTE

L'impérialisme français a été terriblement affaibli par les grandes luttes de libération nationale des peuples vietnamien et algérien. C'est sur cette base qu'on a vu un nouvel essor des luttes de classe en France même, à partir des années soixante. La trahison du P.C.F., complice de la guerre coloniale en Algérie, a servi de leçon : l'avant-garde ouvrière et populaire a commencé à se révolter contre la tutelle chauvine et réactionnaire des faux communistes et de leurs satellites syndicalistes.

Mais si l'impérialisme français a été sérieusement ébranlé, si, en trente ans, il a perdu la plupart de ses colonies : il n'en reste pas moins un impérialisme important, actif dans de nombreuses régions du monde.

La crise actuelle, due pour une bonne part aux luttes anti-impérialistes des peuples du monde, est pour nous un grand encouragement pour combattre sans merci l'impérialisme français.

1 - LA CLIQUE GISCARD ET L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Dans la conjoncture de crise mondiale du capitalisme, les aspirations gaulliennes à l'autonomie par rapport aux deux superpuissances U.S. - U.R.S.S., s'effondrent. La nouvelle équipe au pouvoir, représentante du libéralisme en économie, et de l'atlantisme en politique extérieure, semble chercher à « désenclaver » l'empire

français, afin de participer au partage mondial du gâteau au même niveau que les autres puissances impérialistes moyennes (Angleterre, Allemagne, Italie, etc...), les investissements étrangers (en particulier U.S.) commencent à être encouragés dans les néo-colonies comme dans les colonies françaises (bois en Guayane, concession de prospection minière au Tchad, Niger, etc...) ; tandis que les investissements impérialistes français se diversifient pour atteindre des zones non-hégémoniques (en Irak, Iran, etc...)

Pour combattre les luttes de libération nationale dans les pays dominés et la révolution prolétarienne dans les métropoles impérialistes, les capitalistes s'agitent en tous sens pour réajuster leur domination : les résidus du colonialisme portugais sont liquidés, l'Etat impérialiste français est contraint de prendre acte des aspirations à l'indépendance des pays colonisés (Comores, Djibouti, Polynésie, etc...) et compte en toute hâte une indépendance formelle avec ses complices locaux.

L'impérialisme français, c'est :

- UNE DES DERNIERES PUISSANCES COLONIALES,
- LE TROISIEME VENDEUR D'ARMES DU MONDE,
- UNE PUISSANCE, HEGEMONIQUE DANS LES NEO-COLONIES D'AFRIQUE DE L'OUEST, ET IMPORTANTE DANS LE MAGHREB.

2 - UNE DES DERNIERES PUISSANCES COLONIALES

Rappelons la définition théorique du colonialisme donnée par Colbert dans le PACTE COLONIAL (Colbert : bourgeois et ministre de Louis XIV au XVII^e siècle) :

« Les colonies doivent exporter leurs produits vers la métropole, sans possibilités pour elles de créer à demeure les industries de transformation. Par ailleurs elles doivent obligatoirement consommer les produits fabriqués en métropole, ainsi que les denrées de première nécessité. Enfin, le transport dans les deux sens doit se faire sur les navires de la marine marchande. La colonie ne doit rien fabriquer elle-même, pas même un clou ou un fer à cheval. »

3 - LE PACTE COLONIAL TOUJOURS EN VIGUEUR

Aujourd'hui, la situation économique reste pratiquement du même type que celle décrite par Colbert dans les « départements d'outre-mer » et les « territoires d'outre-mer », noms donnés par l'Etat impérialiste français aux colonies D.O.M.S. : Martinique (plus de 300 000 habitants), Guadeloupe (plus de 300 000 habitants), Réunion (estimé à 500 000), Guyane

(70 000) T.O.M.S. : Polynésie (120 000) Comores (320 000) T.F.A.I.-Djibouti (120 000) Nouvelle-Calédonie (80 000) Wallis-et-Futuna (20 000) St-Pierre-et-Miquelon (6 000), Nouvelles-Hébrides, en condominium avec la Grande-Bretagne (70 000) :

a) Les produits exportés par les T.O.M.-D.O.M. sont des matières premières :

— Cultures commerciales : bananes et canne à sucre aux Antilles, plantes à parfum aux Comores, Coprah en Polynésie (huile et margarine), etc...

— Produits miniers : Nickel en Nouvelle-Calédonie, Manganèse aux Nouvelles-Hébrides, etc...

b) Le commerce se fait presque exclusivement avec la France : 2/3 des échanges pour les D.O.M., 3/4 pour les T.O.M. alors que les distances entre ces pays et la France sont le plus souvent énormes.

c) Les transports sont assurés pratiquement par Air France - UTA, la Compagnie Générale Transatlantique et la Compagnie des Messageries Maritimes.

Le sous-développement est entretenu par la bourgeoisie impérialiste française qui entend profiter au maximum des colonies en achetant à bas prix les matières premières et en vendant au prix fort les produits manufacturés. Le déficit chronique de la balance commerciale de ces pays est comblé par des fonds



Le peuple guadeloupéen crie sa haine des troupes colonialistes françaises.

publics, destinés d'une part à bien faire fonctionner la machine aux profits des patrons français, et à développer une « mentalité d'assisté » d'autre part, base de « l'assimilation », c'est-à-dire de l'achat d'une petite bourgeoisie bureaucratique tributaire et agent du système colonial.

Le statut des D.O.M. est officiellement calqué sur celui des départements. En fait les préfets métropolitains ont des pouvoirs exorbitants : fixation des prix, des salaires, blocage de l'industrialisation, ordre public, etc...

Celui des T.O.M. a été fixé par la Loi-cadre Defferre (notable P.S., alors ministre). Ils sont administrés par un Haut-Commissaire ou un Gouverneur assisté par un conseil de gouvernement ou une assemblée de territoire généralement issue du colonat ou de la féodalité locale. Le Haut-Commissaire a comme pouvoirs : la défense, la sécurité, les affaires extérieures, la protection des « droits de libertés », la monnaie, les échanges, le commerce extérieur, l'information, la gendarmerie, l'enseignement.

Il n'y a pas de S.M.I.G. et d'allocation chômage et presque pas d'allocations familiales.

Ces structures coloniales amènent le chômage massif (officiellement 30%, en fait beaucoup plus) la ruine de l'artisanat et la petite production vivrière agricole, la baisse du niveau de vie, l'émigration forcée.

Huit mille jeunes entrent en France par l'intermédiaire du Bureau de la traite des nouveaux esclaves, le BUMIDOM. Les jeunes des D.O.M. « bénéficient » du Service militaire adapté qui les oriente dans les régiments impérialistes stationnés en Afrique (plusieurs déserteurs antillais ont témoigné sur la guerre coloniale menée au Tchad par l'armée impérialiste) ou vers des formations professionnelles destinées à livrer à bon marché une main-d'œuvre qualifiée dans les secteurs qui en ont besoin.

Plus de 100 000 Comoriens, 10 000 Wallisiens, etc... travaillent dans des pays riverains.

4 - LA OU IL Y A OPPRESSION, IL Y A REVOLTE

Exemples : En Martinique, Guadeloupe, depuis 1920, de nombreuses luttes des coupeurs de canne à sucre, des ouvriers du bâtiment et des petits producteurs agricoles ébranlent le système colonial. Récemment en 1970 et 1974 en Guadeloupe et en Martinique, ont eu lieu de longues grèves des ouvriers agricoles de la banane

et de la canne à sucre. Les ouvriers ont su s'organiser en un Comité de grève contre les colons et contre les syndicats C.G.T. et C.F.D.T., F.D.S.E.A qui tentaient de saboter leur mouvement ouvrier et patriotique. Ils ont ainsi montré une fois de plus la voie aux ouvriers de France : leur mouvement a été pour l'essentiel un succès.

Dans les T.O.M., à Djibouti, aux Comores, etc... d'importants mouvements de masse anti-colonialistes ont ébranlé le système colonial en dépit de l'atroce répression (500 morts et des milliers d'expulsions à Djibouti en mars 1967). Un référendum aux Comores (majorité pour l'indépendance), où la bourgeoisie impérialiste française essaye de sauver les meubles sous la forme d'une indépendance néo-coloniale en coopération avec les féodaux et bureaucratiques locaux, et un statut « d'autonomie interne » bide à Djibouti, sont des signes du désarroi des impérialistes, sinon encore des victoires des peuples.

Dans cette situation de luttes, les organisations anti-coloniales et révolutionnaires s'implantent de plus en plus dans les masses fondamentales. Elles luttent contre le colonialisme sous toutes ses formes, y compris celui de « gauche ». On a pu voir au mois d'octobre 1974, Mitterrand dont le sombre passé colonialiste est bien connu, parader dans les îles des Antilles, protégé par l'appareil administratif colonialiste (préfecture, gendarmerie, O.R.T.F., etc...). C'est Mitterrand et ses représentants en Martinique, P.S., P.P.M. et P.C.M., sont favorables à « l'autonomie », c'est-à-dire à l'assimilationnisme. Ils sont la veste de rechange du gouvernement colonialiste français. Tout comme au passage de Giscard, les patriotes et les révolutionnaires ont accueilli ce chantre du colonialisme aux cris de VIVE L'INDEPENDANCE NATIONALE DE LA MARTINIQUE ET DE TOUTES LES COLONIES !

5 - LE TROISIEME VENDEUR D'ARMES AU MONDE

Là où il le peut, l'impérialisme français dispute aux super-grands le marché des armes en direction des réactionnaires de tout poil, qui en ont besoin pour maintenir par la force leurs régimes impopulaires. Il s'illustre particulièrement en ce domaine en vendant des armes aux régimes les plus répugnants, comme le régime de l'Apartheid d'Afrique du Sud.

L'O.N.U. et d'autres organisations internationales ont décidé de boycotter les produits d'Afrique du Sud et

de pratiquer un blocus économique pour faire échec à la politique raciale de son gouvernement. Seuls les impérialistes G.B., U.S. et français continuent leur commerce avec les bourgeois racistes d'Afrique du Sud. Mais la France vient en tête avec les livraisons d'armes, tandis que les britanniques, sous la pression de l'opinion anti-raciste ont diminué leurs livraisons. Des firmes françaises d'armement sont installées en Afrique du Sud : Dassault (chaîne de Mirage), Panhard (véhicules blindés), Thomson-CSF (transmissions). On parle même d'une collaboration franco-sudafricaine pour la fabrication d'une centrale atomique en Afrique du Sud. L'Afrique du Sud est le gendarme occidental impérialiste blanc de l'Afrique et de l'océan Indien. L'axe Israël-Djibouti (présence militaire française renforcée depuis l'abandon de la base de Diego-Suarez de Madagascar) Afrique du Sud garantit, aux yeux des impérialistes, l'Afrique des guerres de libération nationale. On a vu, avec la victoire du FRELIMO, du MPLA et de PAIGC, combien la force militaire technologique bourgeoise est une fois de plus incapable de résister à la guerre populaire. Le déroulement des guerres armées en Rhodésie et dans certaines régions de l'Afrique du Sud continue de le démontrer.

A BAS LE REGIME DE L'APARTHEID ! A BAS L'IMPERIALISME FRANÇAIS COMPLICE ! PAS UNE ARME POUR LE REGIME RACISTE D'AFRIQUE DU SUD !

6 - HEGEMONIQUE DANS LES NEO-COLONIES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST ET IMPORTANT DANS LE MAGHREB

Au delà du colonialisme direct, la bourgeoisie impérialiste française connaît un autre moyen de domination impérialiste : c'est lui qui consiste à laisser claquer un drapeau national, et à diriger au travers les couches locales qu'elle a développé au sein du colonialisme : petite bourgeoisie bureaucratique formée dans l'appareil d'Etat (instituteurs, employés, flics, infirmiers, sous-officiers, etc...). Ceux-ci continuent à jouer leur rôle d'intermédiaires entre la bourgeoisie impérialiste extérieure et les masses populaires, mais jouissent d'un pouvoir plus grand : celui d'opprimer et d'exploiter directement les masses au profit des sociétés impérialistes. Les Senghor, Houphouët-Boigny, Ahidjo, et tous les colonels et généraux issus des écoles d'officiers et de sous-officiers françaises, du soi-disant « marxiste-léniniste » (tendance ELF-BSN Boussac) N'Gouabi, aux ministres Bokassa et Bongo, sont les intermédiaires des grands trusts français, qui exploitent et pillent les richesses en matières premières et en hommes (à travers l'émigration forcée). Ils ne sont que les hauts commissaires de l'impérialisme français.

D'ailleurs ils n'existent que par lui : par les subsides et royalties diverses miettes qui leur sont distribuées en paiement de leur rôle de traitres à leur pays et ses peuples. Ils n'existent que par les troupes françaises stationnées sur leurs territoires ainsi que par les instructeurs et fonctionnaires français qui entraînent leurs armées et dirigent leur appareil d'Etat. Sans compter les troupes et la police stationnées à Djibouti et à la Réunion (plusieurs dizaines de milliers d'hommes) il y a près de 10 000 hommes de troupes françaises en Afrique (au Tchad, Côte d'Ivoire, Sénégal, Gabon, Cameroun).

Ces dispositions néo-coloniales font que ces pays ne développent pas leur économie, et sont très loin d'être autonomes. La destruction impérialiste mène les peuples de la région sahélienne à la famine et, tous les peuples opprimés au chômage, aux épidémies et à l'immigration.

Contre l'impérialisme, les luttes se développent en Afrique. Depuis plus de huit ans une guerre de libération

nationale exemplaire oppose le peuple tchadien à l'impérialisme français et à son fantoche tchadien Tombalbaye. Des milliers de morts, des régions entières dévastées par les bombes, des puits empoisonnés, mais aussi une récolte de coton qui baisse (directive politique du FROLINAT : cultiver pour manger et pas pour les impérialistes) des zones entières contrôlées par les forces populaires, des garnisons encerclées terrées dans leurs casernes. Dans cette affaire, les sociaux-impérialistes russes ont soutenu et soutiennent le fantoche Tombalbaye avant son élimination par une clique militaire. Les gens du PCF, pour s'imposer au Frolinat ont soutenu le « Mouvement Démocratique de Renovation Tchadienne », groupuscule formé pour servir de rechange impérialiste à Tombalbaye flageolant. Mais finalement, cette veste de rechange a été jetée au rebut, et son dirigeant, Outel Boro, a été assassiné à Paris, pour faire bonne mesure. Les révisionnistes sont devenus muets. Pour nous, nous disons :

A BAS L'ETAT IMPERIALISTE FRANÇAIS ET SES SUPPORTS LOCAUX,

A BAS LES REVISIONNISTES DU PCF COMPLICES DE L'IMPERIALISME,

LA GUERRE DU PEUPLE EST INVINCIBLE,

VIVE LA JUSTE LUTTE ARMEE DU PEUPLE TCHADIEN !

Sommaire n° 5 décembre 74

- La classe ouvrière et la question du parti
- La crise
- L'impérialisme, c'est la guerre; les peuples, c'est la révolution
- Marxisme-léninisme : carte de visite ou guide pour l'action

Sommaire n° 6 - février 75

- La mort de l'Union de la gauche
- Les alliances de classe
- Travail révolutionnaire dans la paysannerie
- Le mouvement des femmes

LE MARXISTE-LÉNINISTE

Adresse : le « M.-L. »
B.P. 278, 75 827 Paris
CEDEX 17.

Directeur de publication
P. GONIN

Dépôt légal 3/74

Imp. N.P.P.-Projet, 75 020 Paris

Abonnez-vous :

1 an 20 F
Tarif de soutien ... 50 F
et 100 F

LE MARXISTE-LÉNINISTE

Pour toute correspondance et pour les abonnements :
C.C.P. M. GONIN, 34 581 61
La Source
B.P. 278 75 827 Paris
CEDEX 17

La politique extérieure de la Chine

Les marxistes-léninistes estiment que les 4 contradictions fondamentales du monde contemporain sont :

1. La contradiction entre le camp socialiste et le camp impérialiste.
2. La contradiction entre le prolétariat et la bourgeoisie au sein des pays capitalistes.
3. La contradiction entre les nations opprimées et l'impérialisme.
4. La contradiction entre pays impérialistes, entre groupes monopolistes...

Quelle est la contradiction qui, du point de vue de la révolution mondiale, est motrice ? C'est la réponse à cette question qui permettra de préciser quelle est la tâche principale en matière de politique extérieure, tant pour les partis marxistes-léninistes que pour les pays socialistes.

Les trois premières contradictions indiquent la nature des rapports antagoniques des peuples à l'impérialisme. Les pays socialistes s'opposent en tant qu'Etats aux pays impérialistes, étant entendu qu'il y a toujours un impérialisme dominant.

C'est la dictature du prolétariat qui s'oppose à la dictature de la bourgeoisie. Cette opposition, cette contradiction, se résout principalement par le maintien et le renforcement de la dictature du prolétariat. Un pays socialiste se différenciant entre autre d'un pays impérialiste par le fait qu'il n'a pas une politique expansionniste, il ne peut être que sur la défensive. Bien entendu, cela n'exclut pas la possibilité d'une agression impérialiste. Néanmoins la meilleure garantie contre la guerre reste la consolidation de la révolution... Plus la révolution progresse, moins l'impérialisme a de chance, et de gagner une guerre, et, au cas où il la gagnerait, de consolider sa victoire.

D'une certaine manière les pays socialistes approfondissent le fossé qui les sépare de l'impérialisme, se dressent comme des remparts de plus en plus puissants contre l'impérialisme, mais ils ne s'affrontent pas directement à lui. En d'autres termes la tâche principale d'un pays socialiste en ce qui concerne même son rapport à l'impérialisme, une partie de sa politique extérieure, c'est l'avancée intérieure vers le communisme.

2 - LE SOUTIEN AUX REVOLUTIONS NATIONALES ET DEMOCRATIQUES DE LA « ZONE DES TEMPÊTES »

La Chine a pour tâche de soutenir tout ce qui est un progrès vers la révolution mondiale. Et tout particulièrement ce qui est la force motrice.

Cette force motrice dit le PCC en 1963 (dans un texte particulièrement important pour le mouvement communiste international : la lettre en 25 points) ce sont les révolutions nationales et démocratiques dans les régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

Pourquoi ces régions constituent-elles la principale « zone des tempêtes » de la révolution mondiale ?

Rappelons tout d'abord que depuis la Révolution d'Octobre les mouvements de libération font partie intégrante de la révolution mondiale.

A l'époque de l'impérialisme, et depuis la révolution d'octobre il y a deux grands courants historiques : le mouvement révolutionnaire socialiste et le mouvement révolutionnaire national et démocratique.

D'autre part, c'est dans les régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine que convergent les différentes contradictions du monde contemporain, et c'est donc pour cette raison, convergence des différentes contra-

dictions, que dans ces régions l'impérialisme est le plus faible.

L'impérialisme détruit l'existence même de la nation, empêche le développement économique du pays, la bourgeoisie et les hobereaux exploitent le peuple...

Dans ces conditions les différentes tendances qui constituent les forces de transformation de l'Histoire sont toutes à l'œuvre dans ces pays.

Ces tendances sont aux nombres de trois : *les nations veulent la libération, les pays veulent l'indépendance, les peuples veulent la révolution.*

La convergence de ces trois aspirations dans les pays dominés par l'impérialisme explique pourquoi ils sont la force motrice pour le progrès de l'Histoire mondiale.

3 - L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN ET L'IDEE : COMPTER SUR SES PROPRES FORCES

Comment sur cette base le PCC a-t-il développé et enrichi le contenu du principe de l'internationalisme prolétarien ?

L'Internationalisme prolétarien c'est avant tout « compter sur ses propres forces ». Il s'agit là d'une formulation en apparence contradictoire, et qui pourtant tient compte à la fois de la question nationale, et du fait que « les prolétaires n'ont pas de patrie ».

Premièrement, la révolution ne s'importe pas. Seule les masses peuvent se libérer elles-mêmes. Il appartient donc au peuple de chaque pays de faire sa propre révolution en comptant principalement sur ses propres forces. C'est là une garantie nécessaire pour que l'aide d'un pays à un autre ne dégénère pas en domination d'un pays sur un autre. C'est seulement si chaque peuple compte principalement sur ses propres forces que l'on pourra combattre de part et d'autre le nationalisme bourgeois : Arrogance et tendance à l'hégémonie de la part de celui qui aide ; manque de confiance en soi de la part de celui qui est aidé, deux formes de nationalisme tout à fait préjudiciable à la révolution.

Ceci est d'une extrême importance tant qu'existe l'impérialisme. C'est seulement sur la base de la confiance en soi qu'il est possible de s'entraider. C'est seulement sur cette base que l'aide, le soutien peuvent jouer un juste rôle, grâce à des facteurs internes.

Avoir confiance en soi, compter sur ses propres forces c'est une sorte de lutte contre l'impérialisme, car l'impérialisme ne se contente pas de piller, mais aussi il paralyse la sagesse du peuple travailleur.

Compter sur ses propres forces, c'est dans l'étape actuelle de la révolution mondiale la manière concrète de pratiquer l'internationalisme prolétarien, de détruire l'ancien, le nationalisme bourgeois au profit du nouveau, qui permettra d'aller vers un véritable internationalisme.

Compter sur ses propres forces est par rapport à l'Internationalisme ce qu'est la dictature du prolétariat par rapport au communisme.

Sur cette base la Chine a toujours systématiquement soutenu les mouvements de libération nationale — Vietnam, Cambodge, Laos, colonies portugaises, Palestine, Dhofar, Algérie. Cette base, c'est-à-dire une base d'indépendance. Toute dépendance à l'égard de quelque pays que ce soit étant contradictoire avec les buts poursuivis pour lesquels la Chine soutient les mouvements de libération.

Marx et Engels se refusaient à soutenir les luttes des Tchèques parce qu'elles étaient instrumentées par la Russie tsariste. De même la Chine ne soutient pas, dénonce même la révolte au Soudan mani-

pulée par les révisionnistes soviétiques.

La Chine soutient les mouvements de libération

- en fonction de leur but : l'indépendance (Algérie), la révolution (Vietnam),
- contre l'ennemi : l'impérialisme et le social-impérialisme.

4 - LUTTE CONTRE L'IMPERIALISME ET COEXISTENCE PACIFIQUE

Conformément à l'internationalisme prolétarien, la Chine utilise les deux armes qui sont en son pouvoir contre l'impérialisme : le renforcement de la dictature du prolétariat, de ses propres forces et le soutien du développement des forces révolutionnaires. Prenant appui sur ces deux formes de combat contre l'impérialisme elle doit aussi, en tant qu'Etat, imposer aux Etats impérialistes des relations d'Etat à Etat d'un type complètement opposé à celles qu'en général les Etats impérialistes vue leur nature peuvent entretenir avec les autres. Ces relations sont des relations de coexistence pacifique qui les régit, ce sont les cinq principes de la coexistence pacifique : respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, non-agression mutuelle, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et avantages réciproques, coexistence pacifique.

La coexistence pacifique n'a jamais été pour la Chine un moyen de s'entendre avec les pays impérialistes, elle a toujours été une double lutte, à la fois pour se faire reconnaître en tant que pays et pour imposer d'ores et déjà des rapports nouveaux entre les Etats. Rapports qui respectent une des tendances actuelles du progrès historique — les pays veulent l'indépendance.

Le fait que la Chine établisse des rapports diplomatiques avec tous les pays, y compris la Grèce ou les Etats-Unis, n'est nullement contradictoire avec le fait de dénoncer, d'attaquer le fascisme ou l'impérialisme. Cela indique au contraire la force du mouvement révolutionnaire, et permet, à chaque fois qu'un pays impérialiste viole ces principes, de rassembler autour du prolétariat international toutes les forces qui peuvent être unies, d'établir un large front uni contre l'impérialisme.

5 - LA CHINE, L'U.R.S.S. ET LA QUESTION DE LA GUERRE

Ainsi conçue, la coexistence pacifique n'a rien à voir avec la compétition pacifique à la Khrouchtchev.

C'est d'ailleurs un des thèmes importants qui, en 1963, opposait violemment la Chine à l'URSS. En 1963, l'ennemi principal, c'est l'impérialisme américain. La dégénérescence de l'Union soviétique va entraîner la disparition du camp socialiste et surtout avoir des effets sur les contradictions inter-impérialistes.

Alors que l'impérialisme américain s'affaiblit par les coups que lui portent les peuples opprimés, le social-impérialisme, poussé par ses propres difficultés intérieures, et profitant du fait qu'il peut encore se cacher derrière son passé, devient de plus en plus hégémonique. Moyen-Orient, Inde, mers et océans, Amérique latine, Chypre, etc... L'aspect collusion avec les Américains devient secondaire par rapport à l'aspect rivalité.

L'un des impérialismes est sur le déclin, l'autre est ascendant. Il devient l'ennemi principal, et cela d'autant plus que c'est un impérialisme nouvelle manière, c'est-à-dire qui essaie de se faire passer pour le socialisme.

Cette rivalité entre les deux superpuissances est d'autant plus dangereuse qu'elle est source de guerre. Les Chinois disaient, jusqu'à l'année dernière :

« Le danger d'une nouvelle guerre mondiale demeure et les peuples du monde doivent y être préparés, mais aujourd'hui, dans

le monde, la tendance principale c'est la révolution. »

Ce qui ne veut pas dire que la situation internationale connaisse une détente mais simplement qu'alors la révolution conjure la guerre.

Mais la rivalité entre le social-impérialisme et l'impérialisme s'intensifiant, l'impérialisme américain s'affaiblissant, les crises intérieures importantes que connaissent les deux superpuissances peuvent pousser leurs Etats à réaliser les folles ambitions qu'ils nourrissent, bien qu'elles ne soient pas à la mesure de leurs forces. Dans ces conditions la guerre mondiale devient un danger imminent. Les Chinois disent en janvier 1975 : « Au fur et à mesure que la rivalité entre les deux puissances hégémoniques s'intensifie le danger de guerre grandit. Les peuples du monde doivent s'y préparer. »

6 - GUERRE ET REVOLUTION EN EUROPE

Se préparer à la guerre mondiale, qu'est-ce que ça veut dire pour les peuples ? Lorsque ce n'est pas la révolution qui conjure la guerre c'est la guerre qui provoque la révolution.

Mais la guerre provoque la révolution à certaines conditions : que les pays, les nations, les peuples n'aillent pas à l'encontre du courant historique. C'est-à-dire que respectivement ils se donnent, dans une conjoncture de guerre mondiale, les moyens de leur indépendance, de leur libération, de la révolution. Or, à l'heure actuelle, de ces trois tendances la plus structurée au niveau international est sans doute celle des pays et principalement des pays nouvellement indépendants. C'est en ce sens que les Chinois encouragent tout regroupement occasionné par la grande division : superpuissances hégémoniques/refus de l'hégémonisme. Dernièrement la conférence au sommet de l'OPEP en mars 1975, ou la conférence regroupant 77 pays au sujet de la défense des matières premières en février 1975.

En ce qui concerne les mouvements de libération nationale, il est bien évident qu'une situation de guerre mondiale affaiblirait considérablement les impérialismes dominants.

Mais qu'en est-il des peuples ? De la révolution proprement dite ?

La question est particulièrement aiguë pour les peuples d'Europe. En effet :

- ces pays sont à l'étape de la révolution prolétarienne, et non de la révolution démocratique.
- l'enjeu principal de la rivalité entre les deux superpuissances est précisément l'Europe.

Il ne fait aucun doute que se préparer à la guerre, pour les peuples d'Europe, c'est principalement renforcer l'autonomie de combat du prolétariat révolutionnaire, c'est préparer la révolution socialiste. C'est édifier le Parti des ouvriers, le parti communiste de type nouveau.

Les différents aspects de la politique extérieure de la Chine sont :

- Avancée intérieure vers le communisme, comme la Révolution Culturelle, dont les enseignements valent pour tous les prolétariats du monde.
- Coexistence pacifique conçue comme une lutte.
- Soutien résolu aux luttes de libération nationale.
- Lutte contre les deux superpuissances, en soutenant partout, et surtout dans le tiers monde, mais aussi en direction des petits pays capitalistes, la tendance « les pays veulent l'indépendance ».

Tout cela va dans le sens de grands bouleversements historiques, qui, à travers la guerre inévitable entre les impérialismes, prépare leur effondrement.

Tout cela constitue un arriére mondial excellent pour notre propre tâche : la révolution prolétarienne dans un pays impérialiste d'importance secondaire, et donc pris dans des contradictions insurmontables.